|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Logo Ministère des Eaux et Forêts.jpgLogo CJ.jpg | PROJET D’APPUI A L’APPLICATION DE LA LOI SUR LA FAUNE AU GABON (AALF) |  |
| REPUBLIQUE GABONAISEMinistère Des Eaux Et Forêts |  | CONSERVATION JUSTICE GABONTéléphone : (+241) 074 23 38 65E-mail : luc@conservation-justice.orgWeb : www.conservation-justice.org |

SOMMAIRE

[1 Points principaux 2](#_Toc7774926)

[2 Investigations 2](#_Toc7774927)

[3 Opérations](#_Toc7774928) 2

[4 Département juridique 2-3](#_Toc7774929)

[5 Communication](#_Toc7774930) 3

[6 Relations extérieures](#_Toc7774931) 3-4

[7 Atelier](#_Toc7774930) 4

[7 Conclusion 4](#_Toc7774932)

**Rapport Mensuel Octobre 2022**

Conservation Justice



Union européenne

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l’Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de Conservation Justice et ne reflète pas nécessairement les opinions de l’Union européenne.

# Points principaux

Au total, **08** missions d’investigations ont été organisées à travers la province du Woleu-Ntem, le Moyen Ogooué, l’Ogooué-Maritime et l’Ogooué-Ivindo avec **23** trafiquants et braconniers majeurs  identifiés ;

**17 octobre 2022** : à Koula-Moutou (Province de l’Ogooué-Lolo) Suivi d’un cas initié par les forces de l'ordre notamment la Police Judiciaire de Koula-Moutou, concernant la déclaration et le dépôt de six (6) pointes d’ivoire à la PJ par sieur NGUEMBE DIYEMBOU Hervé Patrick ;

**Les 13, 18 et 26 octobre 2022**, à Libreville (Province de l’Estuaire), Le Directeur de Exécutif de Conservation-Justice et le Coordonnateur des Activités se sont entretenus avec le Directeur général de la Direction générale de la recherche (DGR), du chargé des investigations de la DGR, le Secrétaire général du ministère de la justice, l’Inspecteur général des services du Ministère de la justice et le Directeur exécutif de l’agence national des parcs etc. ;

**Du 25 au 27 octobre 2022**, à Libreville, Conservation Justice a été invité par la Direction Générale de l'Environnement et de la Protection de la Nature en collaboration avec The Nature Conservancy (TNC) à prendre part à un atelier sur le lancement d'un projet financé par le 7 ème Fonds pour l'Environnement Mondial( GEF 7).

# Investigations

Indicateur:

|  |  |
| --- | --- |
| Nombre d’investigations menées | 08 |
| Investigations ayant mené à une opération | 00 |
| Nombre de trafiquants identifiés | 23 |

Au total, 08 missions d’investigations ont été organisées avec 23 trafiquants et braconniers majeurs identifiés.

# Opérations

Indicateur:

|  |  |
| --- | --- |
| Nombre d’opérations menées | 00 |
| Nombre de trafiquants arrêtés | 00 |

Pour ce mois d’octobre 2022, il n’y a eu aucune opération initiée par le projet AALF.

# Département juridique

Il n’y a pas eu de calendrier d’audience  pour ce mois d’octobre, si ce n’est le suivi de cas de déclaration et dépôt des pointes d’ivoire à la police judicaire de Koula-Moutou.

En effet, **17 octobre 2022** : à Koula-Moutou (Province de l’Ogooué-Lolo) : le chef d’antenne de la police judiciaire de Koula-Moutou à informé l’ONG Conservation-Justice de la déclaration et le dépôt dans ces locaux par le sieur NGUEMBE DIYEMBOU Hervé Patrick, exerçant la fonction d’attaché parlementaire à l’assemblé nationale, de 6 pointes d’ivoire dont 2 coupées en 4 morceaux, pesant au total 45,7kgs. Ce dernier a déclaré les avoir découvertes dans la maison de son défunt grand-frère, le nommé BODI DIYEMBOU Luc, décédé en 2016 pendant qu’il procédait aux travaux de réhabilitation de la maison de ce dernier.

**4.1. Suivi des affaires**

Indicateur:

|  |  |
| --- | --- |
| Nombre d’affaires suivies | 01 |
| Nombre de condamnations | 00 |
| Affaires enregistrées | 00 |
| Nombre de prévenus | 00 |

Seule une nouvelle affaire a eu lieu ce mois d’octobre 2022 concernant la déclaration et le dépôt des pointes d’ivoire à la police judicaire de Koula-Moutou, mais aucune arrestation n’a été réalisée*.*

**4.2. Visites de prison**

Indicateur:

|  |  |
| --- | --- |
| Nombre de visites effectuées | 01 |
| Nombre de détenus rencontrés | 04 |

**Le 20 Octobre 2022**, à Libreville (Province de l’Estuaire), les juristes du projet ont effectué une visite de prison de quatre détenus à savoir : ANYANWU Paul et ELEWANET Guy Aurélien, interpellés à Port Gentil le 19 novembre 2021 pour l’un et le 22 novembre 2021 pour l’autre. Ils avaient été jugés et condamné pour trafic d’ivoire en Janvier 2022, outre la visite de NKHORGA Nang Nestor et ADANDE Félicien, interpellés au village NTSENGKELE (Makokou), le 19 avril 2022 pour le premier cité et le 18 avril à Mitzic pour le second cité.

# Communication

Indicateur:

|  |  |
| --- | --- |
| Nombre de pièces publiées | 28 |
| Télévision | 02 |
| Internet | 17 |
| Presse écrite | 08 |
| Radio | 01 |

Pour ce mois d’octobre 2022, le projet a produit au total 28 pièces médiatiques, dont 17 ont été publiées sur internet, 1 à la radio, 2 à la télévision et 8 dans la presse écrite.

Les articles sont disponibles sur plusieurs médias et notamment sur le site Internet, la page Facebook et la chaine YouTube du projet.

Website: <http://www.conservation-justice.org/CJ/>

Facebook:<https://www.facebook.com/Conservation-Justice-163892326976793/>

YouTube: <https://www.youtube.com/user/ConservationJustice>

# Relations extérieures

**Indicateur:**

|  |  |
| --- | --- |
| Nombre de rencontres | 17 |
| Suivi de l’accord de collaboration  | 13 |
| Collaboration sur affaires | 04 |

Le Directeur de Exécutif de Conservation-Justice et le Coordonnateur des Activités ont organisé plusieurs rencontres de renforcement de la collaboration et de suivi des cas et procédures avec les autorités administratives et judiciaires dans la province de l’Estuaire. Il s’agit entre autres, du Directeur général de la Direction générale de la recherche (DGR), du chargé des investigations de la DGR, le Secrétaire général du ministère de la justice, l’Inspecteur général des services du Ministère de la justice, le Directeur exécutif de l’agence national des parcs nationaux ainsi que les représentants de l’ONUDC et l’attaché à la défense de l’ambassade des USA.

Les juristes du projet et le Coordonnateur Adjoint des Activités ont fait le suivi du cas de déclaration des ivoires à la Police judicaire de Koula-Moutou, aussi bien à la direction provinciale des eaux et forêts de l’Ogooué-lolo. Ils ont rencontré et échangé au téléphone pour le renforcement de la collaboration ainsi que le suivi des cas avec les autorités administratives et judiciaires. Ce fut donc le cas avec le directeur de la lutte anti-braconnage, le directeur général de la faune et des aires protégées, l’avocat, les procureurs, directeur provincial des eaux et forêts de l’Ogooué-lolo et le chef d’antenne de la police judiciaire de Koula-Moutou.

Au total, au moins dix sep (17) rencontres avec différentes autorités administratives et judiciaires ont eu lieu.

**Atelier organisé par la Direction Générale de l'Environnement et de la Protection de la Nature en collaboration avec The Nature Conservancy (TNC)**

Conservation Justice a été invité à prendre part à un atelier organisé du **25 au 27 octobre 2022** à l'hôtel le Nomad (Libreville), sur le lancement d'un projet financé par le 7 ème Fonds pour l'Environnement Mondial ( GEF 7) et dénommé: Accélérer les solutions de financement durable pour la pérennisation de la conservation. L'atelier avait pour but d'une part d'assurer la compréhension commune du projet, d'amorcer le processus de co-conception du document du projet détaillé ( Prodoc) et d'autre part, de définir les engagements des parties prenantes impliquées. En dehors de la première journée qui a principalement été théorique, les deux dernières ont fortement été marquées par les travaux en groupe autour des activités à mener dans le cadre de ce projet, des résultats attendus et  de la détermination des parties prenantes.

# Conclusion

Pour ce mois d’octobre 2022, il y a eu plusieurs activités réalisées dans les provinces du Woleu-Ntem, le Moyen Ogooué, l’Ogooué-Maritime, l’Ogooué-Ivindo, l’Ogooué-lolo et l’Estuaire.

Parmi les activités réalisées il y a eu le suivi du cas de déclaration des pointes d’ivoire à la Police judiciaire de Koula-Moutou ainsi que le suivi des procédures concernant l’implication des magistrats sur les arrestations réalisées par la police judiciaire à Lambaréné, outre plusieurs rencontres de renforcement de la collaboration et suivi des cas, la participation de Conservation justice à l’atelier organisé par la Direction Générale de l'Environnement et de la Protection de la Nature en collaboration avec The Nature Conservancy (TNC) à Libreville sur le lancement d'un projet financé par le 7 ème Fonds pour l'Environnement Mondial ( GEF 7).